



François MÉLARD (dir.)

Écologisation
Objets et concepts intermédiaires



François MÉLARD (dir.)

Écologisation
Objets et concepts intermédiaires

Introduction

François MÉLARD

*Enseignant-chercheur au département des sciences
et gestion de l'environnement, Université de Liège*

Fruit de plus d'une dizaine d'années de recherches, cet ouvrage est essentiellement le résultat d'un pari lancé par les différents auteurs qu'il est possible de s'intéresser de manière féconde à l'étude des questions d'environnement en prenant au sérieux ce que *font faire* certains dispositifs techniques ou conceptuels. L'idée n'est pas de prendre ces derniers comme de simples supports à ce qui se présenterait comme l'essentiel (une politique, une philosophie, une « volonté » environnementale), mais de montrer comment certains de ces dispositifs peuvent, quelquefois de manière inattendue, soit être réappropriés par leurs utilisateurs, soit émerger de la situation locale de concertation afin de produire un « espace commun de problème ». De ce point de vue, le présent ouvrage se place dans la continuité des travaux menés depuis une trentaine d'années sur la place des objets dans l'action, notamment industrielle et scientifique.

Les deux dimensions traversées par le concept d'objet/concept intermédiaire sont à la fois d'ordre cognitif et d'ordre relationnel : produire de nouvelles connaissances (ou selon les cas, leur donner une légitimité ou une opérationnalité) et produire de nouvelles configurations d'action entre les acteurs. Le travail de conceptualisation oscille entre ces deux pôles : quel type de connaissances pour quelles actions collectives ?

En écho à cette double réalité et à cette diversité « des objets en action », nous verrons comment des *cartes* (d'épandage, d'un réseau écologique), des *schémas* (d'aménagement d'un site classé), des *fiches projets* (d'une politique de conservation de la nature), un *tableau* (de mise en correspondance des pratiques de consommation et de leurs impacts sur l'environnement), un *diagramme* (dans le milieu de la production du boeuf bio) ou encore des *concepts* (de classement de zones humides ou de gestion d'un lac) sont autant de repères à la fois pour la

description (par l'observateur) de ce qui est en construction dans le travail de concertation, mais surtout pour l'action même des acteurs engagés.

Une relecture des pratiques de gestion environnementale

Cette approche par le biais de la « matérialité » des politiques ou des initiatives locales de gestion environnementale est relativement inhabituelle dans l'approche des questions d'environnement en francophonie. Soit elles sont traitées d'un point de vue technique, et paradoxalement les dispositifs mis en place ne sont pensés que dans leur pure fonctionnalité, saisis indépendamment des effets synergétiques qu'ils ont pourtant avec les dynamiques sociales qui les accompagnent ; soit ces politiques sont appréhendées par le biais des représentations, des intérêts ou des valeurs des acteurs ou des institutions. Dans ce cas, les causes et les conséquences des choix opérés sont ramenées à des conceptions ou à des intérêts (souvent statiques) indépendamment des dynamiques techniques qui conditionnent la réalité de la mise en oeuvre de ces politiques ou de ces initiatives environnementales.

À première vue, ces deux approches peuvent se présenter comme complémentaires : une analyse sociologique vient s'adjoindre à celle de l'ingénieur, du biologiste ou de l'écologue, pour le meilleur et pour le pire. Et les rapports d'évaluation ou les comptes rendus d'expérience se structurent en autant de volets qu'il y a de dimensions repérées (souvent traitées d'ailleurs par des personnes différentes).

Nous faisons l'hypothèse que les questions d'environnement (comme d'autres questions complexes d'ailleurs) ne se prêtent que difficilement à ce traitement schizophrénique. Rien dans leur dynamique ne présuppose l'existence de réalités à ce point discrètes (au sens mathématique du terme) qu'elles autoriseraient pour leur analyse des approches séparées. Le gestionnaire d'une aire protégée, lorsqu'il doit faire face pragmatiquement à la double exigence de conservation d'espèces menacées et de préservation des dynamiques de développement local, mobilise des outils scientifiques, économiques, techniques et législatifs autant que des représentations sociales des identités, des intérêts et des motivations des acteurs qui vivent sur son territoire. Et bien souvent, ce sont ses anticipations qui participent à la fois à la conception et à la mise en application de ces dispositifs hétérogènes, ce qui rend la distinction entre le social et le technique hautement problématique pour l'interprétation de ce qui se passe « en situation ».

Bien sûr nous ne pouvons faire fi de ces découpages que les acteurs eux-mêmes pourraient produire lorsqu'ils sont amenés à parler publiquement du problème de gestion en question. Ne serait-ce pas là la

démonstration éclatante de la réalité et donc de la nécessité de cette distinction non seulement théorique, mais également méthodologique ? L'intérêt à traiter des questions d'environnement par le truchement de ces dispositifs en situation, c'est qu'ils nous permettent de saisir les enjeux « dans l'action », et surtout de les saisir par le biais non pas des *rationalisations* (que chaque acteur est souvent amené à réaliser devant un observateur ou un interlocuteur étranger à sa communauté) mais des *pratiques*. Ce que le suivi des objets intermédiaires a pour ambition de traiter méthodologiquement, c'est précisément cette distinction entre des *discours* qui sont formulés par les acteurs lorsqu'on les place face à l'obligation de justifier leurs actions, et la *délibération*¹ autour des pratiques pour la production « d'un espace commun de problème » (Teulier et Hubert dans cet ouvrage). Nous pensons que la mobilisation quasi-naturelle par les acteurs (ou les institutions) de ces nombreux supports (cahiers des charges, articles de loi, instruments de mesure ou d'illustration, etc.) afin de se faire comprendre et d'agir est porteuse de sens. Ainsi, si en situation ils constituent autant de repères pour l'action, ils peuvent l'être tout autant pour leur observation et pour leur analyse.

Écologisation

Une seconde relecture des pratiques de gestion environnementale se situe à un autre niveau : celui de leur *durabilité* (au sens propre comme au sens figuré !). S'intéresser aux objets et aux concepts intermédiaires, c'est s'intéresser d'une autre manière aux actions de gestion. Plus précisément, c'est trouver un langage qui permette de rendre commensurables et communicables des actions qui semblent à première vue éloignées les unes des autres : telle la mise en pratique d'une réglementation d'aménagement du territoire et l'interdépendance circonstanciée de ses usages locaux (Mormont dans cet ouvrage), telle la volonté de faire appliquer une directive sur l'usage des nitrates dans l'agriculture et les dynamiques foncières locales autour de la mise à disposition de terres pour l'épandage (Brives dans cet ouvrage) ; telle la préservation de la biodiversité au travers d'un programme de gestion territoriale et les savoirs et usages d'une population de leur environnement (Mougenot dans cet ouvrage) ; ou encore, la restauration écologique de zones

¹ Nous choisissons de définir la notion de délibération en rupture avec celle de la négociation : la première mettant en présence des acteurs dont les jugements sont susceptibles de se modifier sous l'effet difficile à anticiper de l'échange des expériences et qui peut aboutir à une transformation de la manière avec laquelle le problème peut se poser ; la seconde mettant en scène la confrontation d'acteurs ayant des positions arrêtées et dont l'issue passe par la hiérarchisation des définitions. La délibération porte sur la transformation, la négociation sur le compromis.

humides et des usagers pris dans leurs activités (de pêche, de chasse, de culture, d'élevage ou de détente) (Teulier & Hubert, ainsi que Steyaert dans cet ouvrage). Ce sont ces mises en rapport qui – pour aider à les penser – plaident pour cette notion d'écologisation ; celle-ci devant être entendue comme les processus et procédures par lesquels la société prend en compte l'environnement dans sa dynamique de développement.

De ce point de vue, les études de cas abordées dans cet ouvrage témoignent d'un certain type d'engagement dans la manière de parler et de gérer l'environnement. Plus précisément, le suivi des objets intermédiaires permet de rendre compte d'un certain usage des dispositifs et de leurs inscriptions au sein de démarches participatives hétérogènes. Une seconde relecture de l'évolution des pratiques de gestion de l'environnement peut émerger par son biais. La gestion de l'environnement possède déjà ses acteurs et ses politiques. Cet ouvrage ne propose pas d'en faire la synthèse, il ambitionne de décrire et d'analyser par le truchement des outils mobilisés et des « inscriptions » qu'ils produisent – quelquefois anodines – ses réalités locales ou territoriales. Ce faisant, notre posture opte pour un renversement des perspectives. Loin de fonder l'étude ou la gestion environnementale sur la programmation et sur une posture anticipatrice et prescriptive qui lui est souvent corollaire (telle la position du *modernisme écologique*), il s'agit de se donner les moyens méthodologiques et heuristiques de transformer « ces lieux où l'action se passe » en des lieux où l'incertitude inhérente aux problèmes environnementaux est tournée en situation collective de questionnement, de production de nouvelles connaissances et d'action. En ce sens, l'approche par les « sciences sociales » des questions environnementales se veut ici distincte de celle qui a l'habitude de prévaloir lorsqu'elle vient (ou est requise de...) soutenir une politique publique. Ce à quoi elle tend, ce n'est donc plus tant de participer à la concrétisation au niveau local de cette dernière (approche instrumentale), mais de saisir sur le terrain les manières par lesquelles ces questions environnementales sont elles-mêmes problématisées par les différents acteurs. Il s'agit, en somme, de s'appuyer sur ces diversités de conception afin de produire les nécessaires leviers à leur compréhension et à leur gestion.

De ce point de vue, la question de la gestion n'est plus une simple question de mise en application de règles (d'*ajustements*), mais bien une question d'*expérimentation*. Et ce qui est placé en situation d'expérimentation, ce sont des aspects aussi variés qu'essentiels, telle la définition de ce qui fait problème, la recherche et l'engagement des acteurs pertinents, le positionnement et les compétences d'un « médiateur » (qu'il soit issu du monde de la recherche ou non) ou encore l'ajustement d'actions de courts termes dans des processus de longs termes

(allant de la gestion d'un lac, de la préservation de la biodiversité, de l'aménagement du territoire, jusqu'à la constitution d'une filière agro-alimentaire - Pierre Stassart dans cet ouvrage).

Objets et concepts intermédiaires

Étant donné le caractère éminemment complexe et réticulaire des questions environnementales, s'appuyer sur les moyens matériels et conceptuels que se donnent les acteurs pour communiquer, pour se coordonner et pour agir nous semble une manière commode et pertinente pour retracer la trame des relations et des enjeux socio-écologiques.

Ce dont témoigne cet ouvrage, c'est bien la fécondité du rapprochement entre des sciences de gestion et des problématiques et concepts issus d'analyses sociologiques et historiques de pratiques scientifiques ou d'expertises. Les contributeurs à cet ouvrage sont – pour la plupart – des chercheurs hybrides venant des sciences appliquées (ingénieurs agronomes) ou des sciences sociales (sociologues ruraux, sociologues des pratiques environnementales) ayant – pour la majorité – une expérience en matière de gestion environnementale.

Ainsi, ce que les différentes études rassemblées ici mettent en évidence, c'est le caractère processuel de l'engagement des objets et des humains dans la (re-)définition des situations et de l'action collective autour des questions de nature. Comme nous le verrons, ces modes d'engagement et d'élaboration sont variables. Cette variabilité est loin d'entamer la cohérence et la légitimité de « l'approche par les objets » qui est ici proposée, simplement elle vient témoigner de la richesse et de la fécondité des situations collectives qu'elle participe à créer.

* *
*

Les différents chapitres qui composent cet ouvrage se structurent de la manière suivante : les deux premiers chapitres ont pour objectif de replacer la question des objets intermédiaires dans des contextes scientifiques ou politiques plus généraux. Ils sont davantage d'ordre conceptuel et abordent – tout en les définissant – certaines notions mobilisées tout au long des autres contributions. Chaque chapitre suivant offre un regard circonstancié sur la manière avec laquelle cette notion d'objets intermédiaires et de concept intermédiaire a été mobilisée afin de décrire des situations environnementales contemporaines. Ayant chacun une étude de cas comme repère privilégié pour la réflexion, leurs auteurs témoignent de la diversité des expériences de coordination ou de concertation qu'ils ont eu à vivre ou à étudier en milieu environnemental.